

# Au Maghreb, l'UE aide à refouler les migrants dans le désert

TUNIS - correspondant

**A** Rabat, au Maroc, Lamine (toutes les personnes citées par un prénom ont requis l'anonymat), un jeune Guinéen, a été arrêté six fois par la police, en 2023, avant d'être renvoyé sans ménagement à l'autre bout du pays. En Mauritanie, Bella et Idiout, également guinéennes, ont été abandonnées en plein désert après avoir été interpellées, puis incarcérées. Leur crime? Avoir pris la mer pour tenter de rejoindre l'Espagne. En Tunisie, François, un Camerounais, s'est orienté comme il a pu après que les forces de sécurité l'ont lâché, au beau milieu des montagnes, près de la frontière avec l'Algérie. C'était la troisième fois qu'il était déporté en l'espace de quelques mois.

Ces trois récits de personnes migrantes se ressemblent. Ils se déroulent pourtant dans trois Etats différents du nord de l'Afrique. Trois pays distincts qui ont en commun d'être les étapes ultimes des principales routes migratoires vers l'Europe : celle de la Méditerranée centrale, qui relie les côtes tunisiennes à l'île italienne de Lampedusa ; celle de la Méditerranée occidentale, qui part du Maghreb vers l'Espagne ou encore la route dite « Atlantique », qui quitte les rivages du Sénégal et du Sahara occidental pour rejoindre les îles Canaries.

Pour cette raison, le Maroc, la Tunisie et la Mauritanie ont aussi en commun de faire l'objet de nombreuses attentions de l'Union européenne (UE) dans la mise en place de sa politique de lutte contre l'immigration irrégulière. Alors que la question migratoire crispe les opinions publiques et divise les Etats membres sur fond de montée de l'extrême droite dans de nombreux pays, l'Europe mobilise d'importants moyens pour éviter que les Subsahariens candidats à l'exil ne parviennent jusqu'à la mer. Au risque que l'aide apportée aux gouvernements du Maghreb participe à des violations répétées des droits humains.

Depuis 2015, les trois Etats ont perçu plus de 400 millions d'euros pour la gestion de leurs frontières, rien que par l'entremise du fonds fiduciaire d'urgence (FFU), lancé par l'Union européenne lors du sommet sur la migration de La Valette, capitale de Malte. Une somme à laquelle s'ajoutent des aides accordées directement par certains Etats membres ou relevant d'autres programmes.

En juillet 2023, l'UE a encore signé un accord avec la Tunisie, qui inclut une aide de 105 millions d'euros pour lutter contre l'immigration irrégulière. Peu de temps avant, le 19 juin, le ministre de l'intérieur français, Gérard Darmanin, en déplacement à Tunis, s'était engagé à verser plus de 25 millions d'euros à Tunis pour renforcer le contrôle migratoire. Plus récemment, le 8 février, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, annonçait de Nouakchott la signature d'un soutien financier pour 210 millions d'euros à destination de la Mauritanie, dont une partie serait allouée à la « gestion des migrations ».

À travers quelles pratiques? Au terme de près d'un an d'enquête, *Le Monde*, le média à but non lucratif *Lighthouse Reports* et sept médias internationaux partenaires ont pu documenter pour la première fois le recours à des arrestations massives et à des expulsions collectives dans ces trois Etats.

## AU MOINS 29 MORTS DEPUIS 2023

Au Maroc, en 2023, près de 59 000 migrants auraient été interpellés sur le territoire par les forces de sécurité, d'après un décompte officiel. Une partie d'entre eux ont été déportés vers le sud et vers l'intérieur du pays comme à Agadir, Khouribga, Errachidia, Béni Mellal. En Mauritanie, plusieurs bus rejoignent chaque semaine les étendues arides de la frontière avec le Mali et y abandonnent des groupes de migrants sans ressources. En Tunisie, ce sont onze renvois collectifs vers les frontières libyenne et algérienne, organisés par les forces de sécurité entre juillet 2023 et mai 2024, que nous avons pu documenter grâce à des témoignages, des enregistrements audio et vidéo. Une pratique aux conséquences dramatiques : au moins 29 personnes auraient péri dans le désert libyen, selon un rapport de la mission d'appui des Nations unies en Libye, paru en avril.

Interrogé sur le cas tunisien, en marge du discours sur l'état de l'Union devant le Parlement européen, le 15 septembre, le vice-président de la Commission européenne, le Grec Margaritis Schinas, assurait : « Ces

Selon une enquête menée par « Le Monde », le site d'investigation *Lighthouse Reports* et sept médias internationaux, des exilés en route vers l'Europe sont arrêtés par centaines et éloignés vers des zones isolées au Maroc, en Tunisie et en Mauritanie, au prix de violations des droits humains, et avec des moyens alloués par les Vingt-Sept

pratiques ne se déroulent pas sous notre surveillance, et ne font pas partie de nos accords. L'argent européen ne finance pas ce genre de tactiques. » Notre enquête démontre le contraire. En Tunisie, des pick-up Nissan utilisés par la police pour arrêter les migrants correspondent à des modèles livrés par l'Italie et l'Allemagne entre 2017 et 2023. Au Maroc, les forces auxiliaires de sécurité, à l'origine de nombreuses arrestations, reçoivent une partie de l'enveloppe de 65 millions d'euros alloués par l'UE au royaume chérifien, entre 2017 et 2024, pour le contrôle de la frontière. En Mauritanie, les Vingt-Sept financent, dans les deux principales villes du pays et pour une enveloppe de 500 000 euros, la reconstruction de deux centres de rétention. Ceux-ci mènent ou des migrants sont enfermés avant d'être envoyés dans le désert, acheminés dans des pick-up Toyota Hilux en tout point similaires à ceux livrés par l'Espagne en 2019. Des exemples, parmi d'autres, qui démontrent que ces opérations, contrairement à la Convention européenne des droits de l'homme, bénéficient du soutien financier de l'UE et de ses Etats membres.

Lamine, 25 ans, connaît les rues de Rabat comme sa poche. Le jeune homme, natif de Conakry, est arrivé au Maroc en 2017 « pour suivre une formation » de cuisine, relate-t-il lorsque nous le rencontrons, en octobre 2023, dans le quartier de Takaddoum, devenu le lieu de passage ou d'installation des migrants. Le jeune homme est enregistré auprès du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) comme demandeur d'asile, ce qui est censé le protéger d'une expulsion.

Au fil des années, Lamine s'est habitué aux « rafles » quotidiennes par les forces auxiliaires de sécurité marocaines visant des migrants comme lui. A Takaddoum, nombreux sont ceux qui assurent avoir été témoins de l'une de ces arrestations de ressortissants subsahariens. « Tous les Blacks savent que s'ils sortent entre 10 et 20 heures, ils risquent de se faire embarquer », ajoute Mafa Camara, président de l'Association d'appuis aux migrants mineurs non accompagnés. Une affir-

mation « sans fondement », selon le ministère de l'intérieur marocain. Sollicité, le HCR confirme qu'« il arrive parfois que les réfugiés et les demandeurs d'asile soient arrêtés ».

La suite est également connue : les personnes sont amenées dans des bâtiments administratifs faisant office de centres de rétention, avant d'être transférées dans un commissariat de la ville où des bus viennent les récupérer. Elles sont alors déportées, le plus souvent dans des zones reculées ou désertiques. Ce harcèlement serait un des maillons essentiels de la stratégie du royaume pour lutter contre l'immigration irrégulière. « Le bus est bien sûr de rendre la vie des migrants difficile, soutient un consultant requérant l'anonymat. Si l'on vous emmène dans le Sahara deux fois, la troisième, vous voulez rentrer chez vous. » L'homme, qui a participé au Maroc à plusieurs projets de développement financés par l'UE, soutient que les autorités marocaines agissent de la sorte pour justifier les nombreux financements européens qu'elles reçoivent, dont 234 millions d'euros uniquement du FFU. « La relocalisation des migrants vers d'autres villes est prévue par la législation nationale. Elle permet de les soustraire aux réseaux de trafic et aux zones dangereuses », oppose, de son côté, le ministère de l'intérieur marocain.

Début 2023, Rabat soutenait avoir empêché plus de 75 000 départs vers l'Europe, dont 59 000 sur son territoire et 16 000 en mer. En 2023, Lamine, lui, a été arrêté à six reprises avant d'être envoyé à l'autre bout du pays.

Pendant plusieurs jours, nous avons suivi et filmé les minivans des forces auxiliaires qui sillonnent les rues de Rabat. Des témoignages, des vidéos et des enregistrements audio réunis par ailleurs attestent de l'ampleur du phénomène de harcèlement des migrants de Tanger à Fès, de Nador à Laayoune.

Au cours de notre enquête, nous avons pu identifier deux types de véhicules utilisés pour ces opérations, achetés grâce à des financements européens. Comme ces utilitaires Fiat Doblo, visibles sur une vidéo d'arrestation de migrants, diffusée en mai 2021 à la télévision marocaine, identiques à ceux d'un lot acheté à partir de 2019 grâce au FFU. Ou ces 4 x 4 Toyota Land Cruiser, utilisés lors d'arrestations dont les images ont été diffusées sur les réseaux sociaux, et qui correspondent aux modèles achetés par l'Espagne, puis par l'Europe pour ces opérations, achetés grâce à des financements européens. Comme ces utilitaires Fiat Doblo, visibles sur une vidéo d'arrestation de migrants, diffusée en mai 2021 à la télévision marocaine, identiques à ceux d'un lot acheté à partir de 2019 grâce au FFU. Ou ces 4 x 4 Toyota Land Cruiser, utilisés lors d'arrestations dont les images ont été diffusées sur les réseaux sociaux, et qui correspondent aux modèles achetés par l'Espagne, puis par l'Europe pour ces opérations, achetés grâce à des financements européens. Comme ces utilitaires Fiat Doblo, visibles sur une vidéo d'arrestation de migrants, diffusée en mai 2021 à la télévision marocaine, identiques à ceux d'un lot acheté à partir de 2019 grâce au FFU. Ou ces 4 x 4 Toyota Land Cruiser, utilisés lors d'arrestations dont les images ont été diffusées sur les réseaux sociaux, et qui correspondent aux modèles achetés par l'Espagne, puis par l'Europe pour ces opérations, achetés grâce à des financements européens.

Le 19 octobre 2023, à l'occasion d'une opération que nous avons documentée, un bus des forces auxiliaires a pris la direction de Khouribga, une bourgade à 200 kilomètres au sud de Rabat. En pleine nuit, les officiers ont déposé une dizaine de jeunes hommes à l'entrée de la petite ville. Ces derniers ont ensuite marché vers la gare routière, avant de rejoind-



dre un petit groupe de migrants, eux-mêmes déportés quelques jours plus tôt. Parmi eux, Aliou, un Guinéen de 27 ans, affirme avoir été déplacé de la sorte « près de 60 fois » depuis son arrivée au Maroc à plusieurs projets de développement financés par l'UE, soutient que les autorités marocaines agissent de la sorte pour justifier les nombreux financements européens qu'elles reçoivent, dont 234 millions d'euros uniquement du FFU. « La relocalisation des migrants vers d'autres villes est prévue par la législation nationale. Elle permet de les soustraire aux réseaux de trafic et aux zones dangereuses », oppose, de son côté, le ministère de l'intérieur marocain.

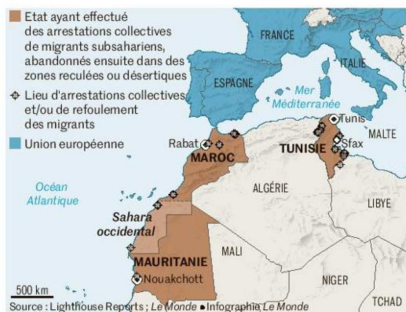
Début 2023, Rabat soutenait avoir empêché plus de 75 000 départs vers l'Europe, dont 59 000 sur son territoire et 16 000 en mer. En 2023, Lamine, lui, a été arrêté à six reprises avant d'être envoyé à l'autre bout du pays. Pendant plusieurs jours, nous avons suivi et filmé les minivans des forces auxiliaires qui sillonnent les rues de Rabat. Des témoignages, des vidéos et des enregistrements audio réunis par ailleurs attestent de l'ampleur du phénomène de harcèlement des migrants de Tanger à Fès, de Nador à Laayoune. Au cours de notre enquête, nous avons pu identifier deux types de véhicules utilisés pour ces opérations, achetés grâce à des financements européens. Comme ces utilitaires Fiat Doblo, visibles sur une vidéo d'arrestation de migrants, diffusée en mai 2021 à la télévision marocaine, identiques à ceux d'un lot acheté à partir de 2019 grâce au FFU. Ou ces 4 x 4 Toyota Land Cruiser, utilisés lors d'arrestations dont les images ont été diffusées sur les réseaux sociaux, et qui correspondent aux modèles achetés par l'Espagne, puis par l'Europe pour ces opérations, achetés grâce à des financements européens.

## EMMENÉS VERS LE MALI

Certains migrants ont été appréhendés dans les rues de Nouakchott. « Le bus des policiers se promène dans les quartiers où vivent les migrants, comme le Cinquième [un quartier à l'ouest de Nouakchott], témoigne Sady, un Malien arrivé en Mauritanie en 2019. Les policiers entrent dans les boutiques. Ils demandent aux gens : « Tu es étranger? » Puis ils les emmènent. A chaque fois, j'ai vu des gens se faire frapper, maltraiter. On vit avec la crainte de ces re-foulements. » « Les éventuelles interpellations concernant les étrangers en situation irrégulière se font conformément aux conventions, lois et règlements en vigueur, sans arbitraire ni ciblage de zones ou de quartiers spécifiques », assure le porte-parole du gouvernement mauritanien, Nani Ould Chrougha.

Bella et Idiout ont, quant à elles, été interceptées en mer par des gardes-côtes, lors d'une tentative de traversée en direction des îles Canaries, confettis d'îles espagnoles à plusieurs centaines de kilomètres des côtes africaines. Le traitement qui leur a été réservé est le même que pour les autres migrants, alors qu'elles bénéficiaient d'un titre de séjour mauritanien : une expulsion manu militari vers les frontières sud du pays. « Des expulsions vers le Sénégal et le Mali, sur des bases raciales, ont eu lieu entre 1989 et 1991, souligne Hassan Ould Moctar, spécialiste des questions migratoires. Mais les demandes répétées de l'Union européenne en matière migratoire ont réactivé cette dynamique », dit-il.

Pour Bella et Idiout comme pour Sady la destination finale est Gogui, à la frontière



Source : Lighthouse Reports ; Le Monde ; Infographie Le Monde